

## CHAMPAGNE-ARDENNE

## Doré Doré veut s'adosser à un partenaire industriel

**Spécialisée dans le chaussant haut de gamme avec la marque DD, l'entreprise familiale auboise connaît une chute de son volume d'activité qui l'a conduite à réduire ses effectifs.**

DE NOTRE CORRESPONDANT À NANCY.

Les trois familles qui contrôlent le capital de l'entreprise Doré Doré à Fontaine-les-Grès (Aube) ont décidé de l'ouvrir à un partenaire industriel auquel elles souhaitent s'adosser pour poursuivre la réorganisation commerciale et la restructuration industrielle engagée depuis trois ans. Pour l'instant, les négociations n'ont pas permis de trouver un industriel intéressé. « *Le marché du chaussant est très tendu et notre marque DD en France et Doré Doré à l'exportation souffre d'une image vieillissante. Nous sommes confrontés à une baisse régulière de nos volumes d'activité de l'ordre de 200.000 paires par an. Le retournement attendu en 2001 n'a pas eu lieu et nous avons seulement stabilisé le chiffre d'affaires à 25,92 millions d'euros. Le déficit d'exploitation devrait s'établir à environ 0,9 million d'euros, compensé par la cession d'actifs hors exploitation* », explique Denis de Soos, PDG de l'entreprise quasi bicentenaire.

Pourtant, le dirigeant se veut optimiste quant à l'évolution de la société qui rajeunit et élargit ses gammes de chaussettes distribuées en grands magasins, dans les magasins populaires et auprès de détaillants spécialisés. « *De plus, nous avons pour trois ans un accord renouvelable de licence de la marque Timberland pour laquelle nous faisons une offre de chaussettes homme, femme et enfant et qui génère déjà un chiffre d'affaires significatif* », souligne Denis de Soos, qui précise que, dans le contexte actuel de baisse de volume, il est « *indispensable de réduire de 20 à 30 % les coûts de revient* ». L'entreprise va développer la sous-traitance de certains articles, notamment au Maroc, et va adapter son outil de production à son niveau de charges. « *Un plan social est inévitable* », ne cache pas le PDG.

Cette mesure inquiète Olivier Gâteau, secrétaire CFDT du comité d'entreprise, qui rappelle que la précédente restructuration en 1999 avait entraîné 140 suppressions de postes. « *Il n'y a aucun chiffre précis quant à la nouvelle réduction d'effectifs envisagée mais il est certain que la fourchette sera comprise entre 80 et 100 salariés sur les 475 actuels* », indique le syndicaliste.

PASCAL AMBROSI